

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 novembre 2023

FAIRE RESPECTER LE DROIT INTERNATIONAL DANS LE SECOURS DES MIGRANTS
EN MER MÉDITERRANÉE - (N° 1093)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N° 10

présenté par

M. Amard, Mme Abomangoli, M. Alexandre, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Éliisa Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreñoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi l'alinéa 24 :

« Appelle le Gouvernement français à renégocier les accords du Touquet de 2003 et à s'opposer à la ratification du Pacte sur l'asile et la migration, en amont d'une réflexion globale sur la politique migratoire européenne.»

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, les députés du groupe LFI-NUPES proposent de substituer l'appel à la ratification, par les colégislateurs de l'UE, du Pacte européen pour l'asile et la migration, par un appel à la renégociation des accords du Touquet et à l'opposition à ce pacte pour l'asile et la migration, en amont d'une réflexion globale sur la politique migratoire européenne.

Depuis des années, le tour de vis sécuritaire mis en place par la France et l'Union européenne ont montré leur incapacité à gérer efficacement les flux migratoires. Le manque de courage et de

volonté politique et la croyance de nos dirigeants en la généralisation de dispositifs transitoires ont conduit à la mise en place d'une politique sécuritaire et deshumanisée de constitution d'une Europe forteresse et de sous-traitance de la politique migratoire à qui mieux mieux.

Cela a assez duré. Face à l'hypocrisie, nous devons avancer vers une politique migratoire humaniste et réaliste, et adresser les défis humains d'aujourd'hui et de demain dans une logique de coopération et de codéveloppement, pour donner à chacun la possibilité de vivre normalement et sereinement sur son territoire d'origine tout en garantissant un accueil digne aux populations contraintes à l'exil.